

<https://www.fakirpresse.info/a-la-fin-c-est-nous-qu-on-va-gagner-oui-mais-comment-2-3>



# À la fin, c'est nous qu'on va gagner. OUI, MAIS COMMENT ? (2/3)

- Archives - Au Menu - 52 -



Publication date: samedi 29 avril 2017

---

Copyright © Journal Fakir - Tous droits réservés

---

**On le sait, désormais : qu'on leur laisse les mains libres, et pour maintenir leurs profits, ils iront jusqu'au bout. Jusqu'au désastre.**

**Comment on va s'y prendre, alors, pour leur retirer le pouvoir ?**

**Mon « Que faire ? » ressemblerait plutôt à « Que ne pas faire ? » Qui ne va pas vous brosser, chers lecteurs, dans le sens du consensus...**

## **Que ne pas faire ? Attendre l'écroulement**

« *De toute façon, tout va s'écrouler.* » En ces semaines où l'euro tremble, où les bourses vacillent, le propos tourne en boucle chez les radicaux.

Ce raisonnement, j'en suis familier : étudiant à l'université, je lisais pieusement les éditoriaux de Ignacio Ramonet dans *Le Monde diplomatique* - qui semblait annoncer, pour très bientôt, un effondrement du capitalisme, nouvelle que j'accueillais avec une moue de scepticisme, mais bon, c'est lui qui savait. Je n'ai plus vingt ans, et cette même promesse - qui déborde toujours dans la presse de gauche - me lasse franchement.

**Il suffirait d'attendre pour que le fruit libéral, non plus mûr mais pourri, tombe de lui-même... Ce fatalisme optimiste témoigne de notre paresse, ou plutôt de notre impuissance.**

Sous nos yeux, le libéralisme s'est bel et bien kraché en 2008. Et alors, qu'avons-nous vu ? La finance s'est remise sur pieds, presque intacte, avec nos deniers. De crise en crise, au XXème siècle, le capitalisme s'est effondré dix fois. Et alors ? Comme un serpent qui fait sa mue, il a juste changé de peau.

Ce fatalisme optimiste témoigne de notre paresse, ou plutôt de notre impuissance : nous n'aurions rien à construire, juste à attendre la chute d'un système. Passivement. En observateurs. Applaudissant de l'extérieur que le fruit libéral, non plus mûr, mais pourri, nous tombe tout cuit dans le bec.

Mais s'il suffisait de ça, nous l'aurions ramassé, déjà, le pouvoir, après l'épisode des « subprimes ». Nous leur aurions vidé les poches, aux actionnaires. Nous les aurions descendus de leur trône, les PDG les banquiers les traders - qui ont démontré leur faillite, éthique comme pratique.

Ils règnent toujours.

C'est que, jusqu'alors, nous n'avons pas de bras. Nous sommes comme des manchots bavards, des estropiés de la politique, ponctuant l'actualité d' « on vous l'avait bien dit », mais sans mains assez puissantes, assez conscientes, pour leur vider les poches, pour les descendre de leurs stèles, pour ramasser ce pouvoir. Sans instrument à saisir, bien contondant, pour, lorsqu'ils s'affalent, les maintenir à terre - et refaire la loi.

## **Que ne pas faire ? Attendre que ça pète**

Cet attentisme a sa variante sociale : le çavapétisme. « Ca va finir par péter, on est tombés tellement bas. Ou alors, il faut attendre qu'on tombe encore plus bas ? »

On peut tomber bien plus bas, et sans sursaut à la clé.

Qu'on observe Haïti : à force de désastres politiques, économiques, climatiques, il ne reste de cette île qu'un champ de ruines - sans, à l'horizon, le moindre « grand soir ».

Admettons que ça pète, même, un jour.

Ca a pété chez les Contis, après tout, et quelques imprimantes ont bien volé à la sous-préfecture de Compiègne. Des voitures ont cramé, par centaines, à l'automne 2005 dans les banlieues françaises. Elles brûlent aujourd'hui en Angleterre. Mais les jacqueries ne font pas des révolutions, ces révoltes ne suffisent pas - très loin de là - à transformer un ordre solidement établi.

C'est à la lumière de ce spontanéisme, pourtant, que nous relisons notre histoire : en 1789, la colère du peuple aurait « explosé » et porté la Grande Révolution. C'est oublier l'essentiel : la lente montée en puissance, auparavant, économique, idéologique, de la bourgeoisie. Qui s'est sentie assez forte, alors, assez implantée dans le pays, non seulement pour refuser un nouvel impôt royal, mais pour faire sécession, pour se déclarer « Assemblée nationale » hors des Etats Généraux - et se prétendre alors la Nation à elle seule. Pour, finalement, contre l'aristocratie et l'Eglise, s'appuyer sur le prolétariat parisien et les paysans des campagnes - en s'efforçant, ensuite, de les calmer.

Même au présent, on se trompe - ou l'on se ment. Ainsi pour la grève générale, en Guadeloupe. On aimait croire ça, dans la gauche radicale, que le LKP avait « surgi d'un coup », qu'une « étincelle avait mis le feu au baril » - et qu'il ne manquait donc, à nous également, que cette étincelle, ce hasard presque.

En se rendant sur l'île, un été, c'est tout l'inverse que nous avons découvert. Nul remède secret, aucune potion magique, mais la patiente construction d'une organisation. Des années à bâtir l'UGTG, un syndicat d' « action de masse » et de « lutte des classes ». Le recrutement de militants, dans des mini-réunions, sous des néons blafards. Des tractages dans les courses cyclistes, sur les marchés, à la sortie des cimetières. Jusqu'à obtenir des scores écrasants aux élections prud'homales. Il a fallu tout ça, avant de bâtir la Ligue Kont la Pwofitation, avant de sonder les coeurs antillais, avant de lancer une grève générale - qui ne se décrète pas comme on jette les dés.

A nous de rompre avec cette illusion : que de la crise naîtra forcément une révolte. Que les foules se mobiliseront spontanément.

## Que ne pas faire ? Attendre la fin du pétrole

Ce passivisme a aussi sa variété écologiste : « Avec la fin du pétrole, qu'on le veuille ou non, il faudra bien que ça change. »

Mais qu'on les laisse faire, et avant cette « fin du pétrole », ils auront foré l'Antarctique, l'Amazonie, ils auront troué le globe pire que des mites. Qu'on les laisse faire, et ils remplaceront l'or noir par d'autres énergies, plus dangereuses comme le nucléaire, plus polluantes comme le charbon. Qu'on les laisse faire, et l' « après pétrole » ne sera guère plus égalitaire, guère plus écologique.

**La disparition d'une matière première ne promet, en soi, aucun « lendemain qui chante ».**

Aucune fatalité historique, ici non plus : la disparition d'une matière première ne promet, en soi, aucun « lendemain qui chante ». Tout dépend - là encore - de ce que les forces sociales en feront, le meilleur ou le pire.

## Que ne pas faire ? Attendre la Révolution

« Ils ne cherchent pas une révolution, mais une révélation. » Saul Alinsky, grand activiste américain, déclarait ça, dans son *Manuel de l'animateur social*. Et à entendre des camarades, en effet, parfois, on a l'impression d'une mystique : comme si le mot « Révolution » contenait, en soi, le paradis. Comme si cette Révolution nous tomberait dessus par miracle, comme un éclair fend le ciel, mondiale même, et que dans l'instant même, la Justice resplendirait, le lait et le miel couleraient d'une corne d'abondance, toutes les difficultés soudain résolues.

**« Ils ne cherchent pas une révolution, mais une révélation. »**

Je ne partage pas cette vision céleste. Un processus révolutionnaire s'inscrit dans la durée - et s'écrit dans la douleur. Aucune « lutte finale » ne clôt l'histoire : elle se poursuit, avec ses incertitudes, ses découragements, ses tragédies, ses fulgurances. Et au lendemain d'une révolution, une autre est à préparer - comme Sisyphe remontant son rocher.

Sans attendre cette grande explosion, cette Révolution à majuscule, nous soutiendrons tous les petits progrès, toutes les mesures qui - à défaut d'abattre le capitalisme et d'amener le Nirvana sur Terre - diminuent la précarité, réduisent le temps de travail, desserrent l'étreinte de la finance. Non pas seulement (mais ce n'est pas rien !) pour les améliorations, très concrètes, apportées à l'existence des jeunes, des femmes, des salariés. Surtout, pour la confiance que ces victoires d'étapes restaurent, la confiance des travailleurs dans leurs propres forces - comme un appétit de conquêtes qui se rouvre.

## Que ne pas faire ? Cracher sur les syndicats

Voici un échange copié-collé - avec la syntaxe d'origine - depuis <http://reelledemocratie.fr>, le site des Indignés français :

« User 7 : Les prochaines mesures d'austérité tomberont à la rentrée, il faudra tout faire pour s'organiser sans les syndicats

User 24 : les syndicats sont aux bottes de politiques !

User 110 : idem les syndicats ne feront rien par peur de ne plus gérer la situation cf l'an dernier en france, donc il n'y aura plus de manif grosse, et puis cela leur coute cher, ils gaspillent bref, c'est nous ensemble sans parti, ni syndic

User 15 : les syndicats sont corrompus OUVREZ LES YEUX. »

Avec pareils enfantillages, le mouvement social ne se tire pas une balle dans le pied, mais se coupe carrément les deux bras. Parce que, faut pas déconner : qui, en France, est encore capable d'orchestrer une manif de masse ? Les syndicats. Grâce à quoi, l'an dernier, des millions de salariés ont protesté ensemble contre la réforme des retraites ? A l'intersyndicale. Quels secteurs se sont trouvés à la pointe de cette bataille, alignant les jours et les semaines de grève ? Les raffineries, les dockers, les cheminots, c'est-à-dire dans ces bastions où les syndiqués - particulièrement CGT - se recrutent en nombre, sur une ligne combative. Et quelles sont les villes qui, bien souvent, deviennent un point de résistance ? C'est là où, au Havre, à Marseille, à Albertville, sur la Zone industrielle d'Amiens, subsiste une Union Locale accrocheuse. Et si nous avons perdu, l'an dernier, c'est simplement que ces forces-là ont manqué.

**Comme un marteau, rouillé peut-être, mais toujours à portée de main. Qu'on s'en saisisse.**

Ca serait des vieux machins, malgré tout ? A ranger aux oubliettes de l'histoire ?

Mais qu'on les compare, alors, avec des initiatives « modernes », elles, ces « nouvelles formes de lutte » tant vantées. Imitant le « No Berlusconi Day », 55 blogueurs montent un « No Sarkozy Day », avec 388 000 membres sur Facebook, soutenus par Siné Hebdo, et visent un million de personnes dans les rues : on en comptera un millier à Paris, quelques dizaines à Lille, Strasbourg, Angoulême, etc. Le bide. Eric Cantona lançait, presque malgré lui, l'opération « Je vide mon compte.com », et là encore, 38 000 fans se rassemblaient sur Facebook, la planète finance devait trembler. Mais le 7 décembre 2010 venu, les banques n'enregistrèrent « aucune activité particulière », pas même à Albert (Somme) où résidait l'ancien attaquant (et égérie de L'Oréal-Bettencourt). Fiasco. Quant aux Indignés, importés d'Espagne, ils étaient « quelques dizaines » pour prendre la place de la Bastille, ce 14 juillet 2011. Autant de médias, heureusement, étaient présents.

Nous ne mépriserons pas ces sympathiques initiatives, menées par des gens sympathiques - et qui sèment des graines. Surtout, nous saluerons ces associations qui portent de longs combats, loin des feux de paille médiatiques : ATTAC pour la taxation des capitaux, Survie contre la Françafrique, Sortir du Nucléaire... M'enfin, quant aux luttes sociales, qu'on ne lâche pas la proie pour l'ombre : les syndicats sont là, comme un marteau, rouillé peut-être, mais toujours à portée de main. Qu'on s'en saisisse.

On peut - on doit, même - critiquer leur bureaucratie, pointer leurs ambiguïtés, dénoncer leurs ramollissements. Y a besoin, oui, d'apporter de l'air frais dans les « UD » (les Unions Départementales), d'ouvrir bien grand leurs fenêtres, de réveiller les permanents endormis, de déborder les ronds-de-cuir avec énergie. A Fakir, nous y avons consacré un dossier, et à l'occasion nous le ferons encore. Mais pas de l'extérieur, pas au cri de « A bas les vieilles ! » Au contraire : pour préserver cet outil. Pour qu'il soit plus tranchant. Pour qu'il demeure un pilier du salariat - sans qui rien ne bougera.

Attention, prévenait Jean Jaurès il y a un siècle (mais cet avertissement ne nous semble guère daté), « il ne faut pas que les ouvriers laissent seulement à la grande propriété le bénéfice de la force de l'association » - car le Capital, lui, est organisé ! Et le tribun socialiste ajoutait : « Je ne crois pas qu'il nous suffise, en une sorte d'anarchisme moraliste, de susciter de conscience individuelle à conscience individuelle la fierté du juste et du vrai. Il faut forger encore, à l'usage du prolétariat, l'outil de gouvernement et de législation. Il se peut très bien que le premier outil sorti de la forge soit élémentaire et maladroit, souvent réfractaire à notre vouloir. En connaissez-vous, maintenant, un meilleur ? »

## Que ne pas faire ? Cracher sur les partis

« Nous ne sommes pas partisans des partis politiques », déclare un Indignado de la Puerta del Sol. Et un manifestant espagnol de renchérir : « Nous ne voulons pas de partis. » C'est une chose de dresser ce constat : aucun parti ne nous représente. Et une autre d'en faire un principe, de transformer un fléau en fierté.

Car partout en Europe, c'est le drame de la période actuelle : avec des affrontements en Grèce, des manifestations en France, des occupations de places en Espagne, etc., le mouvement social s'exprime fortement. Mais, pour son malheur, il ne trouve aucun débouché politique. Et idem, au fond, il y a deux ans en Guadeloupe. Alors, au contraire de ces Indignés, oui, je veux un parti - un lieu où les masses mêlent leurs aspirations, une organisation forte qui effraie nos élites, la voix d'hommes pour porter la colère, l'incarner, la guider, et qu'elle se mue en espoir. Portant, en gros, « un socialisme à visage écolo ».

A l'avenir, oui, peut-être, que nous inventerons des « nouvelles formes de démocratie » (fédération, associations horizontales, communes libres, etc.). Mais dans la lutte présente, nous voulons un parti - même habité par les ambitions personnelles.

Qui garantit, au passage, que ces « nouvelles formes de démocratie » ne se verraient pas miner, et plus vite encore, par les ambitions personnelles ? Quelle institution, dans l'histoire, comptant des milliers d'humains, trop humains, en fut exempte ? La confrontation des idées et des intérêts ressemble rarement à l'univers enchanté de Oui-Oui.

**Oui, je veux un parti.**

Plus immédiatement, car il ne faut pas fuir cette actualité : nous aspirons à l'unité de la gauche de gauche, avec le NPA, avec les Alternatifs, avec les Objecteurs de Croissance, seule à même d'entraîner un élan populaire - et nous rêvons, pourquoi pas ?, sur une ligne de combat, à un mariage des rouges et des verts. Nous regardons donc avec sympathie l'expérience du Front de Gauche, malgré ses ambiguïtés. Nous espérons que cette force ne se noiera pas dans un opportunisme à courte vue - troquant des convictions contre des maroquins dans les ministères, contre un secrétariat d'Etat, contre un groupe parlementaire -, mais qu'elle se conservera intacte, grandissante, prête pour assurer la relève.

## Que faire ? Après les urnes, la rue



Ni les congés payés, ni les 40 heures, ne figuraient dans le programme du Front Populaire. Et finalement, c'est par 563 voix contre une, à la quasi-unanimité, que les députés votent, au mois de juin 1936, les deux semaines de vacances.

Cette avancée, les ouvriers n'osaient qu'à peine l'imaginer, un mois plus tôt. Le patronat la combattait sourdement, et sans mal, depuis plusieurs décennies. La gauche ne l'avait pas inscrite à son ordre du jour... et voilà que même la droite l'accepte au Parlement ! Lorsque le peuple déborde comme un torrent, quelle rive lui résiste ?

**Mai 68, mai 81, ces deux sursauts hémiplegiques...**

C'est la grande leçon de 1936 : face aux industriels, aux banquiers, au mur de l'argent, le bulletin de vote ne pèse pas lourd. Il lui faut, derrière, le torrent des grévistes. C'était, au fond, déjà, la leçon de la Révolution - qui a installé de nouveaux élus, à l'Assemblée Nationale, à la Constituante, à la Convention, mais toujours sous la pression des faubourgs, toujours devant le soulèvement des campagnes. Et c'est la leçon, encore, de ces deux sursauts hémiplegiques : Mai 68, où l'on eut la rue mais pas les urnes, Mai 1981, avec les urnes mais sans la rue...

Ou la gauche marche sur ces deux jambes, ou elle n'avance pas.